

Note d'Analyse

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Un dossier sur l'Irlande

par **Paul VANBERGEN**, ancien Président du Mouvement Chrétien pour la Paix

Bibliographie

- Encyclopédie Universalis
- Dictionnaire Larousse en 15 volumes
- Le livre de Mourre
- Rubrique du mensuel « Le Monde diplomatique » et du journal « Le Monde »
- Jean Juissan : « La question d'Irlande »

12 janvier 2002

L'IRLANDE FACE A ELLE-MÊME

L'origine celtique

Les Irlandais n'hésitent pas à se définir comme étant d'une autre race : « The Irish race ». Ils se veulent les descendants directs des peuples celtiques établis dans l'île entre le VI^e et le 1^{er} siècle avant J.-C., et tout particulièrement des derniers arrivants, les Gaëls qui ont fini par imposer leur civilisation au début de l'ère chrétienne. Contrairement à l'Angleterre, l'Irlande a été épargnée par la conquête romaine, puis par les invasions germaniques du VI^e siècle.

A la différence de la plupart des pays d'Europe, l'Irlande a conservé, pendant plus d'un millénaire, une population relativement homogène. L'héritage celtique revendiqué par les nationalistes irlandais n'est pas seulement celui de la langue introduite par les Gaëls au 1^{er} siècle avant J.-C. mais celui d'une civilisation originale.

I. De l'implantation des Norvégiens à l'occupation anglo-normande

1) L'évangélisation

Une étape décisive fut franchie avec la christianisation du pays qui fut l'œuvre de Saint Patrick. Il fut nommé évêque d'Irlande en 432. A sa mort, la christianisation était chose faite. Dès 439, il fallait trois nouveaux évêques. A partir de 574, la fondation de nombreux monastères irlandais fut réalisée.

L'âge d'or irlandais se termine avec l'arrivée des pirates du Nord. L'implantation des Norvégiens fit sa première apparition en 795. D'abord, ils ravagèrent le pays. Le roi Aed Findliath fit évacuer le nord de l'île. Ce fut une terrible période de désolation. Le début du Xe siècle correspond à une reprise de l'expansion des Scandinaves. En 914, ils s'emparèrent de Waterford et, en 923, de Limerick.

Brian fut un grand monarque qui sut imposer son autorité sur l'ensemble de l'île. Il fit construire routes et ponts et exerça une justice rigoureuse. Le règne de Brian fut suivi de troubles. Pendant les convulsions politiques des IX^e et Xe siècles, se développa un important mouvement de renouveau religieux, intellectuel et artistique. L'Eglise d'Irlande s'est trouvée isolée du continent aux IX^e et Xe siècles. Sous Mamasur, le roi de Leister, la menace normande fut définitivement écartée, en 1002.

De 1022 à 1069, il y eut huit rois dont aucun ne fut reconnu par l'ensemble du pays ; parmi ceux-ci, on note les trois de la lignée des Ui Neil, trois de celle des Brian, deux du royaume de Leister. Le royaume de Connaught domina au début du XII^e siècle avec Toirdelbach et surtout Ruairdiri, roi à partir de 1166 qui semblait à même de créer une dynastie féodale irlandaise, à la veille de l'invasion des Anglais.

L'Eglise irlandaise avait été gagnée par certains désordres et manquements à la coutume romaine. Ainsi, l'Eglise primitive irlandaise avait retrouvé sa liberté. La réforme pénétra en Irlande grâce à

l'action monastique qui fut mise en cause au XI^e siècle, grâce aussi aux voyages des pèlerins et aux missions irlandaises en Germanie. Elle s'affirma avec les disciples de Saint Anselme de Cantorbéry. La hiérarchie irlandaise n'était pas respectée. La primauté allait aux abbés et l'épiscopat était conféré à certains moines.

Reconnu primat d'Irlande, Celsus, au synode de 1111 fit diviser le pays en vingt-quatre sièges épiscopaux. Saint Malachy succéda à Celsus ; il introduisit la réforme cistercienne, terminant ainsi l'ère des vieux couvents irlandais. En 1152, au synode de Kells, il fit diviser l'Irlande en trente-six évêchés et quatre archevêchés. La réforme religieuse s'accompagna d'un renouveau intellectuel.

2) L'occupation anglo-normande

L'Irlande offrait aux Anglo-normands un nouveau champ d'expansion. Le souverain de Leister fut chassé de son royaume en 1166 par ses ennemis. Il se rendit auprès de Henri II pour lui demander son aide. Dermot obtint le soutien du Comte de Pembroke en lui accordant la main de sa fille et en lui promettant la succession au trône. La supériorité militaire était assurée aux Normands par leur armement lourd, leur habitude de la guerre et surtout par leur discipline. A la mort de Dermot, en 1171, Strongbow prit la couronne. Les Irlandais se soulevèrent alors et vinrent mettre le siège devant Dublin à l'été 1171. Henri II débarqua en octobre 1171 avec une puissante armée et obtint rapidement la soumission de toute l'Irlande ; il reçut l'hommage des rois et l'Eglise irlandaise adopta les rites de l'Eglise anglaise à l'hiver 1171. Henri confia le royaume de Leister à Strongbow et garda pour la couronne d'Angleterre celui de Dublin. En 1177, John de Courcy réussissait la conquête du nord-est de l'Ulster et, en 1235, c'est au royaume même de Connaught que s'attaquèrent les barons anglo-normands. En 1250, les trois-quarts du pays étaient aux mains des conquérants.

Les Normands ne s'intéressaient qu'aux plaines, aux vallées et aux régions côtières. Ils ne désiraient pas exterminer les Irlandais mais simplement se substituer à l'ancienne noblesse. Ils introduisirent de nouvelles cultures, développèrent les villes et généralisèrent l'usage des monnaies. Dès le début de l'occupation, ils s'adaptèrent au pays. Les rois d'Angleterre ne voyaient pas sans inquiétude se développer cette puissance baronniale. Jean sans Terre, seigneur d'Irlande depuis 1177 fit campagne, en 1210, pour assurer son autorité. Il installa un Grand Juge et prescrivit l'application de la loi anglaise à l'ensemble de la population. Mais la Grande Charte anéantit ses efforts. Henri III essaya, sans succès, de rétablir un gouvernement central en Irlande. Edouard I^{er} nomma plusieurs vice-rois, notamment John Wogan, de 1295 à 1307, qui réussit à étendre la zone où était appliquée la loi anglaise. Wogan réunit en 1297 un parlement où figuraient des représentants des chevaliers et du bas-clergé. En 1310, vinrent s'y ajouter des députés des villes. C'était un Parlement réservé aux Anglo-Irlandais ; les Irlandais de souche n'y avaient aucun représentant.

II. De l'irlandisation de l'île à la pacification anglaise

1) Plus irlandais que les Irlandais eux-mêmes

La seconde moitié du XIII^e siècle marqua un temps d'arrêt, dû en partie au réveil du sentiment national irlandais. Au début du XIV^e siècle, les Irlandais offraient la couronne d'Irlande au frère de Robert Bruce qui débarqua en 1315 et fut proclamé roi. On assista surtout à un phénomène nouveau : la « celtisation » des vieux colons anglais dont les intérêts étaient de plus en plus ceux de l'Angleterre. Ils se plaignent de la formation de trop grandes baronnies dont les revenus vont aux Anglais qui ne résident pas en Irlande. L'Angleterre, trop occupée par ses guerres avec l'Ecosse et la France, n'envoie plus d'hommes. Les barons anglo-normands parlent le celtique, utilisent la loi des brehons, s'habillent à la manière irlandaise.

Les rois d'Angleterre tentèrent alors de couper court à cette évolution par des expéditions militaires qui n'eurent que des effets limités dans le temps. Lionel de Clarence, vice-roi de 1361 à 1367 fit promulguer les statuts de Kilkenny qui fixèrent les limites de la terre anglaise. A l'intérieur de celles-ci, la loi anglaise était d'application générale et obligatoire ; les mariages d'une race à l'autre et l'emploi de la langue celtique étaient interdits. Le reste de l'Irlande était considéré comme terre ennemie. Les statuts de Kilkenny ne tenaient pas compte de la réalité géographique et politique. En réalité, il aurait fallu tenir compte de l'existence du territoire anglais, dépendant du gouvernement de Dublin, zone très restreinte, et de l'existence des grandes baronnies, les comtés d'Ormond, de Desmond et de Kildare, terres anglo-irlandaises mais plus irlandaises qu'anglaises, bien que les comtes fussent les descendants des compagnons de Strongbow. Au XV^e siècle, cette évolution se poursuivit : le domaine soumis à Dublin se rétrécit de plus en plus.

2) La « pacification » anglaise

L'Irlande de la fin du XVe siècle voyait en Henri VII un usurpateur et ne cachait pas ses sympathies pour les Plantagenets. En octobre...., Henri VII envoyait Edward Poynings comme délégué chargé de restaurer son autorité en Irlande. Il réunit à Drogheda un parlement qui tenta de consolider le pouvoir royal sur les territoires situés autour de Dublin. Le trône d'Angleterre n'était pas encore assez puissant pour changer cet état de choses.

A cette époque, la réforme religieuse anglaise fut introduite en Irlande par le Parlement de 1536-1537 qui reconnut Henri VIII pour chef suprême de l'Eglise irlandaise et se prononça pour la dissolution d'anciennes abbayes. Pas un roi anglais n'avait eu, jusque-là, autant de pouvoir en Irlande. En 1541, Henri VIII réunit le premier parlement national d'Irlande auquel assistaient les Irlandais aussi bien que les Anglais ; ce parlement proclama Henri VIII roi d'Irlande. Il semblait, à la fin de ce règne, que l'assimilation de l'Irlande à l'Angleterre ne poserait aucune difficulté.

Un élément nouveau remit tout en cause : l'élément religieux. L'Irlande, en effet, n'était pas gagnée à la Réforme. Devant les provocations des protestants anglais, l'Irlande se souleva en révoltes violentes qui furent réprimées par les Anglais avec une cruauté inouïe. La fin du XVIe siècle fut atroce pour l'Irlande. Outre l'arrivée des premiers colons, trois révoltes furent impitoyablement réprimées : celle de Shabe O'Neil (1562-1567), celle de Géraldine (1579-1583) qui aboutit à l'anéantissement de cette famille qui gouvernait le Munster depuis Strongbow, et celle de Hugh O'Neil, de 1587 à 1594. La révolte de ce dernier fut combattue par le comte d'Essex puis par Lord Montjoy qui l'emporta finalement en 1602. O'Neil se soumit en 1603 et, malgré l'acte de pardon de Jacques Ier, O'Neil se trouva en butte à des provocations et des menaces qui l'obligèrent à prendre la fuite avec les principaux chefs du parti de l'indépendance.

III. De l'implantation des colons protestants à la lutte pour l'indépendance

1) Confiscation des terres et implantation des colons protestants (XVIIe – XVIIIe siècles)

L'Irlande écrasée et dépeuplée par les dernières luttes était, cette fois, bien conquise. Le pays fut divisé en comtés administratifs et jugé par des « shérifs » et des juges anglais ; les vieilles coutumes celtiques tombèrent en désuétude. L'implantation de nouveaux colons reprit sur une grande échelle. Lorsque l'épiscopat anglican de Jacques Ier commença à persécuter les ministres presbytériens d'Ecosse, ceux-ci vinrent constituer en Ulster une colonie particulièrement importante, établissant une tradition de fanatisme religieux dont les siècles n'ont pas atténué l'ardeur. La situation commençait à prendre l'aspect d'une guerre de religion. Entre les nouveaux colons et les anciens habitants, Celtes et Anglo-normands, il y avait désormais un élément d'opposition irréductible : la religion.

Charles Ier s'efforça d'assurer une semi-liberté aux catholiques mais ses efforts furent ruinés par l'intransigeance du parlement irlandais qui, dans sa session de 1641, déclara que l'Irlande était terre libre et devait jouir de la loi commune anglaise. Menacés dans leurs biens, les nouveaux colons, soutenus par le parlement anglais, décidèrent l'extermination des anciens Irlandais. Toute l'Irlande, y compris les seigneurs anglais catholiques, se souleva alors et Charles Ier était sur le point de satisfaire les revendications irlandaises quand il fut déchu en 1646. Devant la gravité du soulèvement, Cromwell passa lui-même sur l'île avec son armée de vétérans. Sa bravoure et son courage lui assurèrent la victoire. Après la prise de Munster, il retourna en Angleterre mais la guerre continua jusqu'en 1652. A cette date, intervint un acte de pacification : tous les irlandais devaient abandonner leurs biens dans les provinces de Leister, Munster et Ulster. Les terres abandonnées furent concédées aux officiers et soldats de la couronne.

La restauration de la royauté en Angleterre avec Charles II et Jacques I déçut les espoirs des Irlandais car ces rois catholiques restèrent prisonniers de leurs sujets protestants. Avec Jacques I pourtant, un tiers à peu près des anciens propriétaires retrouvèrent leurs terres et les catholiques eurent à nouveau quelques places dans l'armée et dans l'administration. Quand Guillaume d'Orange eut chassé Jacques I d'Angleterre, l'Irlande catholique se souleva. La ville de Limerick résista à l'attaque des Anglais et ne capitula que l'année suivante. Les capitulations prévoyaient que les catholiques d'Irlande jouiraient de la liberté de conscience et ne seraient pas inquiétés.

2) La lutte pour l'indépendance

Les capitulations de Limerick furent rapidement violées par le Parlement de Londres, désireux d'assurer la mainmise des colons anglais protestants sur l'Irlande. Les mesures votées contre les catholiques atteignirent leurs buts : la noblesse et la bourgeoisie irlandaises catholiques ne tardèrent

pas à disparaître. Le pays se trouva soumis au Parlement de Londres et aux intérêts économiques de l'Angleterre. La totalité du commerce devait se faire avec l'Angleterre. L'Irlande fut ainsi maintenue dans un état de sous-développement. Malgré la misère, la population passe de deux à quatre millions au cours du XVIIIe siècle ; l'Angleterre sut, en effet, maintenir la paix, promettant aux catholiques des avantages dans les moments de crise.

Dans la seconde moitié du siècle, la misère des catholiques entraîna la formation de sociétés secrètes patriotiques, mais celles-ci n'inquiétèrent pas le gouvernement anglais. Peu à peu, des intérêts communs réunirent catholiques et protestants et le Parlement de Dublin, bien que composé exclusivement de protestants, représenta les intérêts de la nation irlandaise. L'action du gouvernement ne pouvait être de grand effet par la suite de la loi « Poynings » qui le maintenait sous la dépendance absolue du roi d'Angleterre. L'occasion pour l'Irlande de se faire entendre vint avec la guerre d'Amérique : l'île se trouva dégarinée des troupes anglaises et, en 1779, le Parlement de Dublin ordonnait la levée d'une milice de 75.000 hommes qui fut organisée par le comte de Charlement.

IV. De la première indépendance à l'arrivée au pouvoir de O'Connell

1) Une première indépendance (1779-1800)

Appuyée par ses forces et menée par Henri Grattan, l'opposition obtenait, en décembre 1779, la liberté de commerce. En 1782, les mesures de rigueur contre les catholiques furent adoucies ; la même année, le Parlement de Londres reconnaissait l'indépendance du royaume d'Irlande. La couronne d'Irlande resterait indissolublement liée à celle d'Angleterre mais les habitants constituaient un peuple libre, élisant un Parlement seul apte à légiférer.

Après que l'indépendance eût été reconnue, les haines religieuses reprirent de plus belle. Elles furent encore attisées à partir de 1793 : à cette date et devant la menace d'une intervention française en Irlande, le gouvernement donna quelques satisfactions aux catholiques en leur accordant le droit de vote et l'accès à toutes les professions libérales. Mais, à la suite de troubles fomentés par les protestants de Leister et de Munster, le parlement promulgua deux lois qui, pour assurer l'ordre, enlevaient toute sécurité aux catholiques.

L'opposition trouva un nouveau chef en la personne de Thomas Wolfe Tone. Protestant, mais désireux de réunir tous les Irlandais contre l'Angleterre, Wolfe Tone admirait la révolution française et avait fondé le Club des Irlandais unis. Il fit appel au Directoire ; en 1796, le corps expéditionnaire que commandaient Hoche et Grouchy, fut dispersé par la tempête et ne put débarquer. Le soulèvement irlandais, privé du soutien des troupes françaises, dut bientôt se rendre.

La question irlandaise devenait exceptionnellement grave pour l'Angleterre. Il s'agissait de la sécurité de l'Angleterre qui serait toujours remise en question tant qu'il existerait en Irlande une majorité de catholiques. La seule solution provisoire était l'union des deux royaumes afin de permettre le contrôle direct du pays. Malgré l'opposition générale du pays, l'union fut votée le 15 décembre 1800 et eut force de loi le 21 mai. Il n'y aurait plus de parlement à Dublin et cent députés iraient représenter l'Irlande à la Chambre des communes.

2) O'Connell

Les catholiques irlandais attendaient beaucoup de l'Union, mais Pitt ne put tenir la promesse qu'il avait faite de leur donner l'égalité civique. Le nouveau mouvement de revendication des catholiques naquit alors. Il fut dirigé par Daniel O'Connell pendant la première moitié du siècle. Il appartenait à cette classe de catholiques auxquels les mesures prises par le Parlement de Dublin avaient ouvert l'accès aux professions libérales. Ainsi était née une classe d'avocats et de médecins qui se firent les défenseurs de la cause catholique. O'Connell, servi par des dons personnels remarquables, fut rapidement reconnu pour chef du mouvement.

Dès 1815, le mouvement catholique irlandais était devenu assez puissant pour rejeter tous les protestants dans le parti de l'union. O'Connell avait su, d'autre part, susciter en Angleterre un courant de sympathie pour l'Irlande. Son plus grand succès fut son élection triomphale en 1828 qui obligea le gouvernement de Londres à promulguer l'acte d'émancipation qui accordait aux catholiques l'éligibilité et l'accès à toutes les fonctions publiques.

De 1830 à 1840, une répression sévère empêcha le développement des manifestations de masse, arme favorite de O'Connell pour la suppression de l'Union. Après 1840, des manifestations gigantesques n'eurent pas plus de succès et O'Connell fut peu à peu abandonné par les chefs de la

Jeune Irlande qui désespéraient des solutions légales et s'affirmaient les partisans résolus de la violence. La crise fut précipitée par la famine de 1846. L'insurrection éclata prématurément en 1848 et fut facilement brisée; les chefs furent exécutés ou déportés. Les questions économiques passèrent pour un temps au premier plan.

Depuis l'Union, l'état de l'économie irlandaise n'avait fait qu'empirer. Destitué de son rôle de capitale, Dublin avait perdu la prospérité qu'elle avait connue au XVIIIe siècle et l'Irlande était devenue exclusivement agricole. Le blocus continental avait produit une hausse des prix des produits agricoles qu'avait suivie une hausse des fermages. Avec le retour de la paix, les produits baissèrent mais ceux des fermages restèrent les mêmes. La condition des tenanciers était effroyable, aggravée du fait qu'ils pouvaient être renvoyés à chaque instant par leurs propriétaires.

V. De la crise économique à la fondation du Sinn Fein

1) Crise économique et agitation politique (1846-1900)

La population d'Irlande était passée de six millions en 1814 à huit millions en 1841. Les familles vivant sur des exploitations minuscules se nourrissaient exclusivement de pommes de terre ; les laitages même étaient devenus un luxe. Les mauvaises récoltes de 1846 à 1851 provoquèrent une terrible famine. La population retomba de huit à six millions d'habitants. Les Irlandais émigrèrent vers les Etats-Unis ou les villes industrielles d'Angleterre.

Les premières mesures libérales furent prises par W.E. Gladstone (1809-1898). En 1869, il prononçait le « désétablissement » de l'Eglise protestante d'Irlande. L'année suivante, il fit passer une loi destinée à restreindre les expulsions arbitraires. L'opposition irlandaise prit alors un visage nouveau avec la formation, en 1870, de l'association pour le Home Rule, fondée par Isaac Butt (1813-1879), ancien unioniste d'Ulster. Les parlementaires irlandais, en majorité catholiques, espèrent obtenir l'indépendance par le jeu parlementaire, balançant la majorité de la Chambre des communes du côté des conservateurs ou du côté des travaillistes, suivant les promesses qu'on leur faisait. Gladstone fut contraint en 1881 de prendre de nouvelles mesures agraires favorables aux catholiques et, en 1886, il proposait la Home Rule à la Chambre des Communes. Le projet de loi fut repoussé. Gladstone proposait un second projet de Home Rule qui fut adopté par la Chambre des communes mais rejeté par la Chambre des Lords.

2) La fondation du Sinn Fein (1900-1921)

Une nouvelle fois, les Nationalistes irlandais désespérèrent de l'action parlementaire et préférèrent agir en Irlande même. Arthur Griffith (1872-1922) a créé le parti Sinn Fein en 1900 qui réclamait la formation immédiate d'un parlement national. Tout un programme économique et social fut élaboré ; le sentiment fut renforcé par le renouveau de la langue gaélique, suscité par Douglas Hyde. Le gouvernement anglais, débordé par cette agitation, essaya en vain de calmer les esprits par quelques réformes libérales.

John Redmond (1856-1918), qui avait pris la tête des parlementaires irlandais, refusa plusieurs propositions de semi-indépendance. Les voix des parlementaires irlandais devenaient de plus en plus indispensables pour la formation d'une majorité à la Chambre des communes et, en 1910, le Home Rule fut porté au programme électoral du parti travailliste anglais. Le veto de la Chambre des Lords ayant été supprimé, le Home Rule fut voté par la Chambre des communes en 1912 pour entrer en vigueur après un délai de deux ans.

Les protestants unionistes de l'Ulster, dirigés par Edward Carson, s'efforcèrent d'empêcher l'application de la loi en suscitant de nouveaux troubles sanglants ; ils formèrent le corps des « Ulster Volunteers » auxquels les nationalistes opposèrent les « Irish Volunteers ». Le gouvernement anglais se trouva sans ressources contre les unionistes car l'armée de métier refusait de marcher contre eux. Les violences se multiplièrent et l'on allait vers une guerre civile quand éclata la Première Guerre mondiale qui ajourna le problème.

Pendant la guerre, le parti Sinn Fein, nationaliste et républicain, se substitua complètement au vieux parti parlementaire. A partir du rising de 1916, l'Irlande nationaliste renonça à agir dans le cadre des institutions légales pour la conquête de son indépendance. C'est par tous les moyens que le Sinn Fein mènera la lutte pour l'indépendance jusqu'au traité de 1921 et au delà encore, pour la réunification du pays.

VI. De la partition de l'Irlande du Nord à l'opposition des protestants unionistes et des catholiques nationalistes

1) L'Irlande du Nord : la partition

Incapable de contenir plus longtemps le nationalisme irlandais mais ne pouvant se résoudre à abandonner près d'un million de protestants qui, groupés dans le Nord, affirmaient leur loyalisme et leur volonté de rester dans le sein du Royaume-Uni, le gouvernement anglais crut trouver une solution en découpant l'Irlande en deux : l'Irlande du Sud qui obtint rapidement une indépendance nationale complète et l'Irlande du Nord, qui fait toujours partie du Royaume-Uni. Cette mesure fut imposée par l'Angleterre : elle n'apporta pas de solution véritable à la question irlandaise. L'Etat libre d'Irlande du Sud n'a cessé de protester contre ce partage et de revendiquer la totalité du territoire de l'île. L'Ulster se trouve encore déchiré par l'antagonisme qui oppose les deux moitiés de sa population. Aux questions religieuses et politiques sont venus se joindre des problèmes sociaux.

La frontière de l'Ulster a été tracée par l'Irish Government Act de 1920. Il s'agissait d'une frontière administrative qui ne mettait pas en cause l'unité politique de l'île. Resté lettre morte au sud du pays, qui arrache son indépendance en 1921, l'Acte de 1920 fut accepté par le Nord ; de ce fait, la limite devint la frontière effective qui ne mettait pas en cause l'unité garantie par la protection du gouvernement anglais. Ce partage, que l'Irlande du Sud a toujours considéré comme une violation du droit international, constituait en outre une violence aux personnes : dans l'Ulster, toute une partie de la population était opposée à l'Union. La partie la plus importante de la population de l'Ulster descendait des colons protestants du XVIIe siècle. Ayant gardé le souvenir de leur origine britannique, ceux-ci s'opposaient de manière inconciliable aux Irlandais nationalistes ; ils n'envisageaient pas de se trouver noyés dans la foule des Irlandais catholiques.

L'Acte de 1920 séparait les six comtés du Nord, où se trouvait cette population, des vingt-six autres comtés, tout en maintenant la fiction d'une unité politique. C'est cette fiction qui fit admettre l'union car, dans deux comtés, la population se trouvait en majorité catholique et nationaliste. Après la constitution de l'Etat libre d'Irlande, les Unionistes firent échouer la partition. Ce faisant, l'Ulster assura peut-être son existence mais se dota d'une minorité inconciliable, celle que constituaient les catholiques nationalistes.

2) Protestants unionistes et catholiques nationalistes

La vie politique de l'Ulster fut dès lors enfermée dans un dilemme très simple : choisir entre le parti de l'union au Royaume-Uni et celui de la réunion à l'Irlande du Sud. Ces « choix » politiques correspondaient en fait à une confession religieuse, les protestants étant unionistes et les catholiques nationalistes. Le nombre joua en faveur des protestants, qui firent sauvegarder leur « indépendance » par l'Angleterre.

L'Irlande du Sud réaffirmait son intention de faire l'unité de l'île. L'exclusion des catholiques eut des conséquences économiques qui durent encore : un savant découpage électoral assurait aux protestants la majorité au parlement et aussi la majorité dans les différents pouvoirs locaux. Les protestants furent donc privilégiés dans le domaine de l'emploi et des secours sociaux. Ces privilèges furent d'autant plus sensibles que l'Ulster connut longtemps un important chômage.

Avec l'essor économique qui suivit la Seconde Guerre mondiale pendant laquelle l'Ulster prit une part importante à l'effort de l'industrie de guerre, on put croire que le vieil antagonisme allait s'atténuer. Des usines étrangères, surtout allemandes et américaines, vinrent s'implanter en Ulster se souciant peu, pour le recrutement de leur personnel, des vieilles exclusions politiques. Mais le problème n'était qu'assoupi et les efforts de Terence O'Neil, premier Ministre unioniste modéré, pour mettre fin au sectarisme intérieur et régulariser les rapports de l'Ulster avec l'Irlande du Sud, ont été balayés par la flambée de violence que connaît l'Ulster depuis 1968.

Peu à peu, la lutte politique et religieuse s'est transformée en lutte des classes et les catholiques ont acquis le sentiment qu'ils constituent le prolétariat de la classe dirigeante protestante. Aussi la lutte n'est-elle devenue que plus acharnée dans ce pays où 80% de la police régulière et la presque totalité de l'administration se trouvent aux mains des protestants. Au recensement de 1951, ceux-ci comptaient un peu plus de 850.000 personnes pour près de 500.000 catholiques. La position des protestants est encore renforcée par l'existence de forces spéciales de police dont les membres sont autorisés à garder leurs armes chez eux.

Luttes religieuses, politiques et sociales se mêlent dans le déchaînement actuel de violence, sans que l'on puisse dire s'il est encore temps pour faire triompher le parti des réformes qui, en redonnant aux catholiques le statut de citoyen, mettraient fin à un sectarisme dont le seul effet logique serait la

destruction de l'un des partis par l'autre. Le gouvernement de Londres a donné l'assurance formelle de faire respecter la volonté du Parlement de l'Irlande du Nord, mais les protestants craignent que la considérable expansion démographique des catholiques ne finisse par donner à ces derniers la majorité au Parlement. Cette question mise en sommeil par l'impossibilité apparente de solution, s'est révélée brutalement dans toute son acuité : la crise d'août 1969 a montré la fragilité de l'apaisement et réveillé toutes les passions nationalistes et unionistes.

La capitale Dublin (593.000 habitants) est, depuis 1170 et l'occupation normande, le centre stratégique et administratif de l'île. La population de l'agglomération a doublé depuis la fin du XIXe siècle et de nombreux quartiers en bordure de la baie de Dublin ont été construits depuis lors. Capitale administrative et intellectuelle, elle est également un pôle commercial et industriel. Son port établi sur la rivière Liffrey se développe et constitue le principal relais vers les ports de Grande-Bretagne avec lesquels se font de nombreux échanges.

VII. Du traité de 1921 à l'arrivée au pouvoir du gouvernement Cosgrave

1) Le traité de 1921 et la guerre civile

En septembre 1920, le gouvernement anglais tentait d'assurer la paix par le Government of Ireland avec, pour chaque partie, un parlement soumis au contrôle du Parlement de Westminster. Cette mesure ne calma pas les esprits. Les députés élus en mai 1921 refusèrent de siéger au Parlement de Dublin. Devant la recrudescence des troubles, il accepta de négocier avec les hommes qu'il avait jusque là refusé de reconnaître, d'abord De Valera puis ses plénipotentiaires. Le 6 décembre 1921, Lloyd George imposait la signature des accords aux plénipotentiaires, sous peine de guerre immédiate et sans merci. Le traité prévoyait la séparation de l'Irlande du Sud et de l'Irlande du Nord qui aurait la liberté de se prononcer sur son rattachement au nouvel état. L'Irlande du sud, qui prenait le nom d'Etat libre d'Irlande, aurait un statut de dominion, avec un parlement indépendant et un gouvernement responsable devant ce parlement.

La fraction la plus nationaliste de l'opinion irlandaise refusa ce traité. De Valera désavoua ses plénipotentiaires et porta la cause devant la « Dail Eireann ». Le parti de la paix l'emporta par 64 voix contre 57. De Valera démissionna et fut remplacé par Griffith. Celui-ci désirait faire ratifier le traité. Malgré un accord électoral intervenu entre Griffith et De Valera, les élections de juin 1922 assurèrent la victoire du parti de l'acceptation du traité. Griffith constitua son gouvernement avec Collins et Mac Neil. Les républicains refusèrent de reconnaître leur échec et contrôlèrent de larges territoires grâce à l'Irish Republican Army, dans un climat de violence où se multipliaient assassinats et incendies. Collins hésitait à s'engager dans la répression quand, fin juin, l'insurrection gagna Dublin où les républicains occupèrent le palais de Justice. Collins prit alors la tête de l'armée contre les rebelles. Le 22 août, il fut tué au cours d'une embuscade. La terreur s'installa à Dublin, marquée de combats entre les partisans de l'Etat libre et les irréguliers.

La Dail Eireann devait élaborer la constitution d'un nouvel Etat avant décembre. Elle se réunit le 7 septembre à Leinster House et élut pour président W.T.Cosgrave. Rapidement menée à bien du fait de l'absence de toute opposition, la constitution fut ratifiée avant le 6 décembre par l'Angleterre. La lutte entre les républicains se poursuivait cependant. En novembre 1922, le gouvernement procéda à des exécutions sans jugement. Privée de ses chefs, l'agitation perdit de sa violence et, en mai 1923, De Valera appelait ouvertement les républicains à cesser le combat et à livrer leurs armes. L'échec des républicains n'avait pas pour seule cause la lassitude et le désir de paix : l'opinion redoutait leur extrémisme et le gouvernement avait reçu le soutien de l'Eglise catholique.

2) Le gouvernement Cosgrave

La période qui suivit fut une période de pacification et de reconstruction. Le gouvernement affronta une situation économique tragique : la démobilisation de l'armée entraîna un important chômage. Le Ministre des Finances s'efforça de restaurer les finances par un emprunt de millions de livres et par la perception de taxes qui n'avaient pas été levées pendant les longues années de guerre. Le gouvernement Cosgrave fut mis en péril par la question de l'Irlande du Nord. Dirigée par Sir James Craig, cette dernière avait déclaré, en 1923, qu'elle ne rejoindrait pas l'Irlande du Sud. Cette déclaration fut suivie d'une véritable frontière. En 1924, le gouvernement anglais décide la création d'une commission chargée d'étudier les modifications éventuelles de celle-ci : certaines régions de l'Ulster étaient en effet à majorité catholique et républicaine. Les travaux de la commission échouèrent en 1925. Mac Neil démissionna de la commission mais le gouvernement anglais réunit à Londres une conférence qui aboutit à un traité : les frontières ne seraient pas modifiées mais l'Etat

libre obtenait de substantiels avantages financiers ; la dette irlandaise serait réduite à cinq millions de livres.

Le gouvernement Cosgrave, renforcé par l'absence de républicains, s'efforça de faire de l'Irlande un pays moderne. Le Ministre de l'agriculture assurait la prospérité de cette branche si importante de l'économie irlandaise. Les plus grandes innovations concernaient le domaine de l'industrie. Le Ministre P. Mac Gilligan favorisa l'installation en Irlande de sociétés étrangères. Les intérêts du pays étaient sauvegardés par des mesures protectionnistes et un règlement prévoyait que la majorité des actions devait être détenues par des irlandais. En 1927, la situation était bien meilleure sur les plans économique et financier comme sur le plan politique. Les républicains refusaient toujours de siéger à la Dail Eireann depuis qu'elle avait reconnu la partition. Cosgrave imposa à tout candidat à la Dail l'obligation de prêter serment de siéger et de respecter la constitution. De Valera décida alors d'engager la lutte sur le plan parlementaire et s'efforça de mettre le gouvernement en minorité en s'alliant au Parti travailliste. Cette première tentative parlementaire de De Valera échoue de peu en 1927. Les élections qui suivirent renforcèrent quelque peu le fragile avantage de Cosgrave, qui sera à nouveau nommé chef du gouvernement.

Le Fianna Fail, parti issu du démantèlement du Sinn Fein, avait été fondé un an plus tôt, comme avait été fondé le parti de Cosgrave, le Fine Gaël. Soutenu par son parti et allié au parti travailliste, De Valera devient chef de l'opposition au parlement. Le gouvernement Cosgrave garde la majorité mais son œuvre se heurte à cette opposition nouvelle. La dépression économique de 1929 gagne l'Irlande en 1930. Elle a pour conséquence la rupture des relations commerciales avec l'Angleterre, la chute des prix, le chômage. Les difficultés entraînent le renouveau des activités de l'Irish Republican Army. Le gouvernement est contraint de prendre des mesures impopulaires. Une Cour martiale est créée pour connaître des crimes politiques. C'est alors qu'interviennent, en 1932, les élections générales à la Dail qui assurent la majorité à une coalition du Fianna Fail et du parti travailliste.

VIII. De l'arrivée au pouvoir d'Edmon De Valera (1932-1948) à l'avènement de la République d'Irlande en 1949

1) Edmon De Valera au pouvoir (1932-1948)

De Valera avait pris le pouvoir en 1932, en pleine crise économique, sociale et politique. Il allait être chef du gouvernement pendant 16 ans. Au milieu de difficultés de toutes sortes, son but reste l'affirmation de l'indépendance de l'Etat libre et la réunion de l'Ulster à l'Etat libre. Dès sa venue au pouvoir, De Valera fait adopter par la Dail un premier amendement à la constitution, supprimant le serment d'allégeance à l'Angleterre. Il conteste l'institution du gouverneur général et fait remplacer le gouverneur Mac Neil par D. Buckley. Pour remédier aux difficultés économiques, il refuse de payer la taxe due à l'Angleterre aux termes du traité de 1926, qu'il ne reconnaît pas car l'accord conclu par Cosgrave pour mettre fin à la question des frontières n'a pas été ratifié par le peuple. L'Angleterre répond en frappant de droits élevés les produits qu'elle importe d'Irlande. C'est une véritable guerre des tarifs fort préjudiciable à l'économie anglaise.

Le chômage et les difficultés économiques créent des troubles sociaux. Des groupes communistes se constituent dans l'Irish Republican Army. Mais le gouvernement saura dominer ces éléments extrémistes et sera un des promoteurs de la neutralité dans la guerre civile d'Espagne. La situation s'améliore après les traités conclus avec l'Angleterre en 1935 pour le rétablissement du commerce. Un nouveau pas vers l'émancipation est franchi peu après : le 11 décembre 1936, Edward VIII abdique. De Valera profite des difficultés politiques où se débat l'Angleterre pour présenter une nouvelle constitution. Ce nouveau texte ne fait plus mention du Roi d'Angleterre. L'Etat ne porte plus le nom d'Irish Free State, mais celui d'Eire. Dans l'Etat libre, le pouvoir venait du peuple mais était octroyé par la Couronne. Désormais, le peuple de l'Eire ne se reconnaît d'obligation qu'envers Dieu. Le gouverneur général est remplacé par un président. Cette constitution est acceptée par l'Angleterre et ratifiée par un plébiscite et de nouvelles élections. Elle entre en vigueur le 29 décembre 1937. Le premier président est Douglas Hyde, défenseur de la langue celtique et protestant.

Dès 1932, De Valera avait mis en garde la Société des nations contre l'éventualité d'une guerre. Le premier ministre de l'Eire refusait de se laisser entraîner dans les hostilités par l'Angleterre. Pour dégager son pays, De Valera obtint de Chamberlain, le 25 avril 1938, l'abandon par la flotte anglaise des bases navales encore occupées. Cet accord, contre lequel Churchill protesta avec véhémence, fut suivi du règlement définitif des querelles douanières et financières. Après les accords de Munich,

le 18 octobre, De Valera explique la position de son pays : il demande la réunion de l'Ulster à l'Eire. Il admet le maintien d'un parlement en Irlande du Nord, mais c'est la Dail Eireann qui jouera le rôle jusque là dévolu au Parlement de Westminster. De Valera termine sa déclaration en protestant contre la possibilité de conscription en Irlande du Nord.

Jusqu'à l'entrée en guerre des Etats-Unis, De Valera craignit que l'Allemagne, utilisant la voie aérienne, n'envahisse le pays. En janvier 1942, il proteste contre le débarquement des troupes américaines en Irlande du Nord. Malgré toutes les pressions américaines, l'Eire reste neutre et refuse d'expulser les représentants diplomatiques des puissances de l'Axe. La Grande-Bretagne suspend alors toute communication avec l'Eire mais le peuple soutient De Valera qui regagne une large majorité lors de nouvelles élections.

Le retour de la paix fut une époque de prospérité pour l'Irlande qui avait accumulé une forte réserve de devises. De nombreux Anglais venaient en Eire pour trouver les produits de consommation encore contingentés dans leur pays. C'est dans ce climat qu'on assiste à un certain renouveau du personnel politique : hommes jeunes n'ayant pas pris part à la lutte pour l'indépendance, nouveaux partis. En 1947, deux élections partielles sont gagnées par le *Clann na Poblachta*, nouveau parti fondé par Mac Bride. De Valera prononce la dissolution de la Dail et fait appel au pays, en février 1948. Pour la première fois, la Fianna Fail perd la majorité absolue et De Valera abandonne le poste de premier ministre.

2) La République d'Irlande depuis 1949

La coalition des partis autres que la Fianna Fail permit d'installer au pouvoir John Costello, chef du parti Fine Gaël. Mac Bride fut ministre des Affaires Etrangères. Désireux de devancer De Valera, Costello annonçait, le 1^{er} septembre, la promulgation prochaine d'une nouvelle constitution. En novembre 1948, il soumettait au Parlement un projet contenant la sécession du Commonwealth. Le 15 novembre, Mac Bride obtenait, pour les Irlandais, la possibilité de conserver en Angleterre le statut de citoyen. Le projet soumis à la Dail fut accepté le 21 décembre 1948. L'Eire devenait la République d'Irlande.

En février 1949, des élections tenues en Irlande du Nord renforcèrent le parti pro-anglais. Le 26 février, Mac Bride refusait l'entrée dans l'OTAN avant la réunion de l'Ulster à l'Irlande du Sud. Le 17 avril 1949 eut lieu la proclamation de la République. En mai, Attlee reconnaissait que l'Irlande du Sud avait cessé de faire partie du Commonwealth. En fait, la proclamation de la République d'Irlande n'avait pas changé grand-chose : la question de l'Ulster restait entière. D'autre part, le retrait du Commonwealth n'était pas possible économiquement. Les gouvernements successifs se sont donc trouvés devant l'alternative suivante : mettre l'accent sur l'économie, l'industrie et le relèvement du niveau de vie ou recommencer la lutte pour l'unité nationale. Si l'effort des gouvernements semble porter surtout sur l'amélioration de l'économie, ils sont souvent gênés par les explosions de nationalisme qui détruisent les maigres résultats de longues négociations.

Costello resta au pouvoir jusqu'en 1951. Les élections de mai 1954 marquèrent un recul de la Fianna Fail et Costello mit à nouveau l'accent sur le développement économique nécessaire au retour de l'Irlande parmi les nations développées. Les élections de 1957 assurèrent le pouvoir à la Fianna Fail qui poursuivit la même politique. En 1959, De Valera fut élu président de la République. Le redressement économique fut organisé avec des plans quinquennaux, celui de 1958 puis, surtout, celui de 1963. La volonté de renouvellement se traduit par le rajeunissement du personnel gouvernemental. Après les élections de 1965, Lemass forme un gouvernement où tous les ministres chargés de l'application du relèvement national ont moins de cinquante ans. Le même renouveau se constate dans l'opposition. Le 1^{er} juin 1966, De Valera est réélu de justesse à la présidence de la République.

Le parti Fianna Fail semblait perdre son influence : le 16 octobre, il proposait une réforme du système électoral qui fut repoussée. Les événements d'Irlande du Nord depuis 1969, les scènes violentes de Belfast ont redonné de la force aux vieux partis nationalistes qui se refusent pourtant à suivre les tendances extrémistes. Jack Lynch a désavoué l'Irish Republican Army qui annonçait la reprise de la guerre. La réunion de l'Ulster est-elle souhaitable économiquement ? L'Irlande du Nord, riche en matières premières et fort industrialisée serait le complément indispensable de l'Irlande du Sud dont la richesse est essentiellement agricole, mais une nouvelle guerre civile ruinerait un long effort de redressement.

IX. L'Irlande du Nord

1) L'occasion manquée

Ce qui s'est passé en Irlande du Nord entre 1969 et 1974 est l'histoire d'un grand espoir déçu. Ce n'est pas la première fois que cela arrive dans l'île verte mais c'est peut-être la première fois qu'une telle aventure aboutit depuis le traité de partage signé en 1921 entre Londres et Dublin. Jamais l'occasion n'avait été aussi belle. Lorsque les premiers troubles éclatent en 1969, chacun croit y voir l'annonce d'une nouvelle campagne militaire de l'Irish Republican Army (IRA). Que l'origine des troubles de 1969 se trouve dans les manifestations organisées par le Mouvement pour les droits civiques, fondé en Irlande du Nord par des étudiants décidés à lutter contre toutes les formes de ségrégation, n'y change rien.

Les premières troupes britanniques arrivent cependant en Ulster pendant l'été 1969. En août 1971, leurs effectifs sont portés à douze mille hommes. Ils seront sans cesse renforcés pour atteindre 15.000 hommes. Bientôt des drames comme le « dimanche sanglant » de Londonderry (janvier 1972) au cours duquel des parachutistes britanniques débordés par les manifestants font feu, tuant treize personnes, comme le « vendredi sanglant » de Belfast (21 juillet) où une série d'attentats à la bombe font seize morts. Cette fois-ci la campagne de l'IRA nécessite de toute urgence une réponse politique.

2) La montée du terrorisme

La démission du major Chichester Clark en mars 1971 et son remplacement par Brian Faulkner, président du parti unioniste qui détient la majorité au Stormont, paraissent de bonne augure. Les unionistes sont des protestants modérés et leur chef est à peu près le seul homme politique de la province à avoir une certaine expérience et le sens du jeu parlementaire. Ce qui n'empêche pas les députés catholiques de se retirer du Stormont en juillet et de lancer une campagne de désobéissance civile : les membres de la minorité sont invités à ne plus payer leurs loyers, leurs impôts, leurs notes d'électricité et de gaz.

En août 1971, l'internement administratif des suspects est décrété par Londres, débordé par la montée du terrorisme. Cet internement sans jugement, tout à fait exceptionnel dans la législation britannique, devient très vite la principale pomme de discorde entre les représentants légaux des deux communautés. Londres fait valoir que c'est la seule mesure raisonnable. Les députés du Social Democratic Labour Party (SDLP, catholique modéré) posent une fois pour toutes la fin de l'internement comme préalable à toute négociation valable. En 1973, l'internement sans jugement est ramené à 28 jours, mais il reste renouvelable et bien des suspects demeurent en prison pendant plusieurs mois.

Malgré cette mesure, le terrorisme continue à s'aggraver. Les « assassinats sectaires » se multiplient : « mouchard » vrais ou faux, habitants catholiques des quartiers protestants, ou, à l'inverse, habitants protestants des quartiers catholiques, passants solitaires dans la nuit et, bien entendu, les soldats britanniques sont les victimes de plus en plus fréquentes des poseurs de bombes et des tireurs isolés des deux communautés. Il est, en effet, évident que l'IRA est responsable de la majorité des violences mais il est aussi clair que la majorité protestante, à son tour, met sur pied des groupes contre-terroristes. L'IRA est d'ailleurs scindée en deux branches : l'IRA officielle, de tendance marxiste, qui a décrété un cessez-le-feu et qui cherche une solution politique au conflit, et l'IRA provisoire qui veut contraindre, par le terrorisme, Londres à rappeler ses troupes et déclare œuvrer à la réunification des deux Irlande.

X. De William Whitelaw au Parlement de l'espoir

1) L'homme du dialogue

Après la tuerie de Londonderry, Londres décide, en mars 1972, de suspendre le Stormont et de prendre directement en main l'administration de la province. Elle nomme au poste de secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord William Whitelaw, membre de l'appareil du parti conservateur, jusqu'alors peu connu du grand public mais qui va accomplir en Irlande du Nord ce que personne n'avait réussi avant lui : ouvrir un dialogue constructif entre les deux communautés et mettre sur pied un exécutif interconfessionnel. C'est un tournant dans le drame que vit la province. Désormais le politique va l'emporter sur le militaire.

En juin, Whitelaw déclare que les prochaines élections municipales et provinciales auront lieu à la majorité proportionnelle. Il annonce la tenue d'une conférence tripartite qui réunira à l'automne des

représentants du gouvernement de Londres et des principaux partis catholiques et protestants du Stormont. Cette conférence a lieu à Darlington en Angleterre. C'est un échec car les activistes des deux communautés refusent d'y participer. Le dialogue est cependant engagé entre Westminster et les modérés de Belfast.

En octobre, Londres publie un livre vert, première ébauche d'un règlement politique en Ulster, qui reconnaît « la dimension irlandaise » des problèmes de la province et qui annonce, dans un proche avenir, la proposition d'un nouveau statut. Le tollé est général dans les milieux loyalistes qui se voient déjà trahis par Westminster. En revanche, les milieux catholiques sont très satisfaits et reprennent confiance. A Dublin, on décide de soutenir à fond la politique de Londres : ce sera le début de près de deux ans de collaboration fructueuse entre Westminster et le gouvernement irlandais pour tenter de trouver une solution viable en Ulster. En compensation de son soutien à une « certaine idée de l'Irlande », Londres obtient de Dublin d'entamer une lutte plus sérieuse contre les membres de l'IRA provisoire qui bénéficient de soutiens actifs dans la République.

2) Un Parlement d'espoir

William Whitelaw accentue son action. Dans son bureau au château du Stormont, il reçoit tout le monde : modérés et activistes de l'une et l'autre communauté. Il reçoit même secrètement une délégation de l'IRA provisoire. Whitelaw réussit à désarmer les critiques et toute la province chante ses louanges. Le référendum sur la réunion éventuelle des deux parties de l'île se déroule avec un grand luxe de précautions, mais finalement dans le calme. Les catholiques s'abstiennent, comme prévu, massivement. Comme prévu aussi, les protestants votent massivement pour le statu quo. Le 20 mars 1973, Londres publie le « Livre Blanc » qui reprend la notion de « dimension irlandaise » et annonce des élections municipales pour la fin mai et des élections provinciales, à la représentation proportionnelle, pour la fin juin. Ces deux consultations se déroulent dans le calme, 72% du corps électoral participent à la dernière.

Le nouveau Stormont est un parlement d'espoir : pour la première fois depuis 1921, les catholiques forment un parti modéré et uni de 19 élus. Les protestants, qui restent majoritaires, sont scindés en trois tendances : les unionistes, les loyalistes de William Craig et du pasteur Ian Paisley. La désignation d'un exécutif interconfessionnel se révèle difficile mais, en novembre 1973, Brian Faulkner accepte d'en être le président avec Gerry Fitt, président du SDLP, pour adjoint. C'est un triomphe pour Whitelaw qui reçoit une ovation à Westminster.

XI. Du protestant Blacklash à l'échec des tentatives d'ouverture

1) Le « protestant » Blacklash

Le 8 décembre 1973, la conférence tripartite Londres-Belfast-Dublin, réunie à Sunningdale, se met d'accord sur la création prochaine d'un Conseil de toute l'Irlande, qui réunira des représentants des deux partis de l'île. La « question d'Irlande » paraît cette fois s'engager vers une issue heureuse. Whitelaw quitte Belfast et devient ministre de l'emploi dans le Cabinet d'Edward Heath.

En deux mois, tout ce bel édifice va s'écrouler. En janvier 1974, Brian Faulkner est mis en minorité par le Grand Conseil de son parti. Un mois plus tard, il doit démissionner de la présidence du parti unioniste. Désormais la voie est ouverte au protestant Blacklash. Les élections législatives anticipées décidées par Edward Heath vont donner le coup de grâce à la « solution Whitelaw » à Westminster. Onze des douze mandats parlementaires de l'Irlande du Nord sont emportés par les loyalistes hostiles à la politique de Sunningdale.

Le 15 mai 1974, on lance un ordre de grève générale pour obtenir l'annulation des accords de Sunningdale. Cette grève dure près de trois semaines et plonge l'économie de la province dans le chaos. Elle ne s'achèvera que le 28 mai par la démission de l'exécutif du Stormont. Entre temps une série d'attentats, le 17 mai, fait 31 morts en République d'Irlande. L'IRA provisoire dément avoir une quelconque responsabilité dans ce massacre. Néanmoins, le 22 mai, les dirigeants de Belfast et de Dublin annoncent prudemment que la ratification de l'accord de Sunningdale est remise « sine die ».

Au pouvoir depuis février 1974, le gouvernement travailliste de Harold Wilson, après avoir été confirmé dans sa majorité par le vote de 1974, mène une politique attentiste en Irlande du Nord. Il paraît décidé à laisser pourrir la situation. Peut-être est-ce, après l'échec brutal de Sunningdale et pour l'instant du moins, la solution la moins dangereuse ?

2) L'échec des tentatives d'ouverture

La grève générale insurrectionnelle déclenchée par l'Ulster Workers Council au mois de mai 1974 et la pusillanimité du gouvernement travailliste d'Harold Wilson portent le coup de grâce à l'exécutif interconfessionnel de Faulkner et aux accords de Sunningdale. La violence redouble d'intensité : violence loyaliste perpétrée avec une cruauté inouïe sur des catholiques ; violence républicaine qui fait dix-sept morts et plus de cent blessés. La situation politique est irrémédiablement bloquée.

Cependant un léger espoir fleurit à la fin de l'année. Pressé par un groupe d'ecclésiastiques, l'IRA négocie un cessez-le-feu avec les fonctionnaires britanniques. Un modus vivendi s'instaure que le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, Merlyn Rees, tente vainement de consolider par une politique d'apaisement. Cette « drôle de paix » ne débouche sur aucune solution politique viable.

Elue le 1^{er} mai 1975, la Convention constitutionnelle où dominent les loyalistes repousse obstinément toute idée de partage du pouvoir entre catholiques et protestants. C'est l'impasse la plus totale. Faute de pouvoir obtenir le compromis escompté, le gouvernement dissout la Convention en mars 1976. Et la violence continue de plus belle : violence des autorités, stigmatisée par « Amnesty International » et la commission européenne des Droits de l'homme ; violence sectaire des tueurs loyalistes de l'UVF ; violence des terroristes de l'IRA. A ce torrent de violence, le Mouvement des femmes pour la paix va opposer, à partir de l'été 1976, une digue d'un pacifisme unitaire.

Roy Mason, secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, tente d'imposer à l'Ulster une solution militaire. Il veut donner des gages aux unionistes en contrepartie de leur soutien au Cabinet de James Callaghan. Mais la décision d'octroyer aux unionistes cinq sièges supplémentaires à Westminster ne suffira pas pour sauver James Callaghan de la défaite électorale. Le populaire Airey Neave (20 mars 1979) aide les conservateurs à résoudre la crise en Ulster. Cette crise connaît un rebondissement tragique, le 28 août 1979, avec l'assassinat de Lord Mountbatten revendiqué par l'IRA. Cela n'empêche pas le nouveau secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, Humphrey Atkins, de réunir, le 7 janvier 1980, une conférence sur l'avenir de l'Ulster, qui connaît le même sort que la Convention constitutionnelle de 1975-1976.

Les années 1980 et 1981 enregistrent une escalade de l'agitation dans les prisons qui prend la forme d'un refus de mettre la livrée carcérale, la grève de l'hygiène et le refus de s'alimenter. Cette phase ultime culmine le 1^{er} mars 1981 avec la grève de la faim de Bobby Sands et de ses compagnons, qui ne durera pas moins de 217 jours, ponctués par l'agonie et la mort volontaire de dix détenus de la prison de Maze. Ni le chantage des prisonniers, ni les multiples pressions de toutes sortes ne parviendront à fléchir Mme Thatcher. Le 2 octobre 1980, les grèves de la faim seront suspendues.

James Prior, le secrétaire d'Etat nommé par Mme Thatcher, tente d'apaiser les esprits et de susciter une nouvelle initiative. Rendu public le 5 avril 1982, le plan Prior propose l'élection d'une assemblée de 78 membres qui pourra demander à ce que lui soit transférée un certain nombre de compétences dans le domaine législatif et exécutif jusqu'à la dévolution complète des pouvoirs. Condamnée par Dublin, critiquée en Ulster, boycottée par la minorité catholique (S.D.L.P. et Sinn Fein), cette nouvelle initiative est mort-née. Le scrutin du 20 octobre 1982 est un camouflet pour James Prior. Le Sinn Fein provisoire obtient 10% des voix, ce qui traduit une inquiétante radicalisation de la communauté nationale. Quant aux unionistes, ils s'adjugent 46% des voix et 49 sièges sur 78. La consultation politique débouche sur une impasse.

Belfast à court d'idées, l'initiative passe à Dublin où le Forum pour une nouvelle Irlande réunit, pendant près d'un an, les représentants des partis nationalistes modérés du Sud et du Nord de l'île. Le 1^{er} mai 1984, le Forum publie ses conclusions : si le diagnostic formulé représente un « aggiornamento » remarquable de la position nationaliste, les remèdes ne peuvent pas être ingurgités de gaieté de cœur. Tourné en dérision par les nationalistes et toisé avec dédain par Mme Thatcher, l'effort courageux entamé par le Forum n'en connaît pas moins de fructueux prolongements de l'autre côté du canal St-Georges.

XII. De l'accord anglo-irlandais à l'amorce du dialogue

1) L'accord anglo-irlandais

Résultat de dix-huit mois de négociations, l'accord anglo-irlandais, signé le 15 novembre 1985 par Mme Thatcher et son homologue irlandais Garret Fitzgerald, représente l'avancée politique la plus importante depuis 1920. C'est la première initiative sérieuse pour débloquer la situation en Irlande du Nord depuis l'échec des accords de Sunningdale en 1974. Ratifié solennellement par les deux

parlements, enregistré comme traité international au Secrétariat de l'ONU, l'accord ne prétend pas apporter de solution toute faite au conflit de l'Ulster. Il ambitionne de fournir les conditions favorables à l'ouverture de négociations sérieuses entre les unionistes protestants et les nationalistes modérés en vue de frayer la voie à une dévolution des pouvoirs acceptable par les uns et les autres.

L'accord institutionnalise la dimension irlandaise du conflit en conférant au gouvernement de la République d'Irlande un important rôle consultatif dans la conduite des affaires nord-irlandaises. Il souligne la nécessité de réduire la tension et d'aménager les conditions d'une paix durable par le refus de la violence et de la discrimination. Aussi par le respect de l'identité et des aspirations de chacune des communautés en présence... Tout en se gardant de définir le statut de l'Irlande du Nord, l'accord réitère qu'il ne pourra être modifié sans le consentement de la majorité de la population. Si, dans l'avenir, une majorité optait pour la réunification, les deux gouvernements déposeraient et soutiendraient des projets de loi en ce sens devant leurs parlements respectifs.

L'accord institue une conférence gouvernementale chargée de faire le point sur la situation en Irlande du Nord et sur l'état des relations entre les deux Irlande. Le gouvernement britannique accepte que le gouvernement irlandais exprime ses vues et avance des propositions. Un secrétariat est chargé d'assurer la mise en application. L'article 4 de l'accord fait référence à la nécessité de parvenir à une dévolution des pouvoirs acceptable par la grande majorité de la population. L'entente Londres-Dublin est ainsi posée en préalable nécessaire à l'apparition d'un modus vivendi entre unionistes et nationalistes à Belfast même.

Le traité convenait que, le 15 novembre 1988 au plus tard, on procéderait à une révision du fonctionnement de l'accord. La révision suit son cours et il est permis de s'interroger sur l'impact et l'avenir de ce traité. L'Ulster apparaît comme une province hybride mi-britannique, mi-irlandaise où chaque communauté requiert la caution d'un protecteur : Londres pour les protestants unionistes, Dublin pour les catholiques nationalistes.

2) Regain de violence et amorce de dialogue

Loyalistes et républicains hurlent à la trahison et se déchaînent contre l'accord. Les unionistes donnent le coup d'envoi des manifestations de masse. Mais rien n'entame la détermination de Mme Thatcher. Devant cet échec, les unionistes font monter en vain la tension d'un cran. Les élections générales voient tomber la majorité unioniste de 437.000 à 400.000 voix tandis que le SDLP passe de 17,9 à 21,1% des suffrages. Le Sinn Fein perd 2% de son électorat. On s'achemine vers l'ouverture de pourparlers. En 1987 des discussions réunissent les chefs des deux formations unionistes et Tom King, le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord. Peter Brooke lui succède en juillet 1989. Il confirme que l'Angleterre n'a aucun intérêt économique ou stratégique au maintien de l'Union et qu'elle s'inclinerait devant la réunification de l'île par consentement mutuel. A Bangor, en janvier 1990, Peter Brooke indique qu'il devrait y avoir une triple négociation de manière à couvrir la totalité des relations affectées par la crise en Ulster. Ebauchées à l'automne 1990, ouvertes au printemps 1991, suspendues en juillet, les négociations intercommunautaires achoppent sur plusieurs obstacles. Elles sont poursuivies par son successeur Sir Patrick Mayhew.

Les négociations ébauchées fin de l'année 1991 et début 1992 sont dominées par le déroulement du scrutin législatif national dont les unionistes attendaient un surcroît d'influence. Les conservateurs, majoritaires, n'ont pas besoin de faire des yeux doux aux unionistes dont l'électorat s'émiette un peu plus à chaque consultation. Les deux grandes formations unionistes obtiennent moins de 396.000 voix et 47% des suffrages contre 400.000 voix et 49,5% des suffrages en 1987. Le SDLP passe de 21,1% des voix en 1987 à 23,5% en 1992. Le Sinn Fein tombe en dessous de la barre des 10% et perd le siège de Gerry Adams à Belfast-Ouest. Ces revers ne sont pas faits pour atténuer la violence sectaire des paramilitaires protestants qui fait plus de victimes que l'IRA en 1992.

3) L'accord anglo-irlandais, étape capitale d'un processus inachevé

L'accord anglo-irlandais, dont l'éloge en matière de gestion des risques n'est plus à faire, est, contre toute attente, toujours en vigueur... La crise d'Irlande du Nord est un problème sans solution militaire. En l'état actuel de choses, ni les forces de l'ordre ni l'IRA ne paraissent en mesure de remporter une victoire décisive sur le terrain. Sans solution politique immédiate, globale et définitive, on ne saurait pas davantage le contester, malgré l'abondance des propositions avancées ci et là. Dans une société qui souffre d'une absence de consensus, aggravée par le climat de violence, parler de solution équivaut à remuer le fer dans la plaie sous prétexte de la panser. La plus élémentaire prudence commande de substituer au mot « solution », l'image d'une progression à petits pas. Dans une telle perspective de développement par degrés, l'accord anglo-irlandais marque un tournant

capital. Il aménage en effet des structures permanentes de conciliation et de négociations entre deux Etats impliqués dans le conflit en raison de leurs attaches historiques, avec deux communautés meurtries qui éprouvent les plus grandes difficultés à dialoguer sans arrière pensée de domination ou d'obstruction. L'espoir d'établir un semblant de paix et d'ordre politique dans cette province s'amenuise.

IRLANDE

Pilotée par le ministre chargé de l'Irlande du Nord, Mo Mowlam, les négociations sur l'avenir de l'Ulster reprennent à Londres. Elles s'ouvrent dans un contexte difficile après la reprise des attentats et des assassinats politiques de la part des organisations extrémistes catholiques et protestantes. Les premiers ministres britannique et irlandais, Tony Blair et Bertie Ahern, présentent un texte destiné à servir de base aux négociations et prévoyant l'instauration d'un conseil ministériel entre les exécutifs de Dublin et de Belfast. En présence des deux premiers ministres, du médiateur américain, George Mitchell, et de la ministre chargée des problèmes irlandais, Mo Mowlam, les représentants des communautés catholique et protestante d'Ulster signent un accord de paix historique. Cet accord met théoriquement fin à une guerre civile de près de trente ans et qui aura causé la mort de plus de 3.200 personnes. Ce texte stipule que le maintien de l'Ulster dans le Royaume-Uni sera déterminé en fonction du souhait de la majorité de la population. Après les élections législatives au Royaume-Uni, au mois de mai 1997 et en République d'Irlande au mois de juin 1997, les deux premiers ministres devaient reprendre la recherche d'une sortie négociée du conflit nord-irlandais.

XIII. De l'accord du Vendredi-Saint à une paix fragile

1) L'accord du Vendredi-Saint

Les résultats des élections ont profondément modifiés la situation. La victoire travailliste qui a donné à Tony Blair une impressionnante majorité à la Chambre des communes et la ferme volonté de ce dernier de faire avancer le dossier nord-irlandais ont réglé le problème de l'indécision et de l'hésitation qui prévalaient depuis quelque temps sous les conservateurs. Le succès enregistré par le Sinn Fein lors des mêmes élections en Irlande du Nord accroît considérablement l'influence de Gerry Adams auprès de l'IRA. Le parti arrive en troisième position après le parti unioniste et le parti social démocrate et travailliste (SDLP), mais devance le parti unioniste démocrate (DUP) du pasteur Paisley.

Fort du renforcement de son autorité et satisfait de la volonté de la part du gouvernement britannique d'arriver à une solution, le chef du Sinn Fein parvient, fin juillet, à convaincre l'armée républicaine d'arrêter les hostilités. Ceci lui permet de se joindre aux négociations le 15 septembre 1997. Son arrivée n'entraîne pas le départ du parti unioniste qui, tout en insistant sur le nécessaire désarmement de l'IRA, accepte la présence du parti républicain à la table des négociations. Il en est de même des deux petits partis, proches des paramilitaires protestants. Les représentants du SDLP et du parti interconfessionnel de l'Alliance complètent l'équipe des négociateurs nord-irlandais. L'aboutissement sera l'accord du Vendredi-Saint, le 10 avril 1998. Il aura fallu la volonté de l'IRA de privilégier la voie politique. Le parti unioniste accepte la nécessité d'un compromis constitutionnel, l'investissement de Bruxelles en faveur de la région, et des efforts considérables de la part de Londres, Dublin et Washington pour qu'un tel accord soit signé. Les interventions des deux premiers ministres ont été décisives.

Au mois de mai, deux referendums, l'un au Nord et l'autre au Sud, ont vu des majorités très importantes se dégager en faveur de l'accord. Au Nord, la majorité catholique nationaliste a été bien plus importante que celle dégagée chez les protestants unionistes. Le 25 juin, on organisait une élection en vue de la mise sur pied d'une Assemblée en Irlande du Nord, premier pas vers l'application de l'accord. De nouveau, une nette majorité s'est prononcée pour des candidats qui s'étaient déclarés en sa faveur.

2) Une paix fragile

L'accord lui-même est d'une grande complexité avec un volet constitutionnel, institutionnel et réformiste. Les deux Etats, britannique et irlandais, s'engagent à changer leur constitution sur le chapitre de leur souveraineté sur l'Irlande du Nord. Dorénavant ce sont les Irlandais du Nord qui feront le choix de l'Etat auquel ils appartiennent. Côté institutions, l'accord prévoit la création d'une Assemblée nord-irlandaise, élue à la proportionnelle. Elle doit choisir en son sein un gouvernement

composé d'élus des deux communautés. L'accord intercommunautaire est le principe retenu pour toute future décision de l'exécutif. A l'Assemblée s'ajoute un Conseil Nord-Sud doté de pouvoirs consultatifs et décisionnels dans les domaines qui seront décidés par Belfast et Dublin, par exemple la question du tourisme et des infrastructures qui concernent l'ensemble de l'île. On prévoit de mettre en place un Conseil des îles, regroupant des représentants des Assemblées nord-irlandaise et galloise, du Parlement écossais ainsi que deux Parlements souverains, afin de débattre des questions d'intérêt commun. Enfin les signataires acceptent que des réformes soient appliquées dans le domaine de la police, des Droits de l'homme et de la Culture.

XIX. De l'accord du Sinn Fein à la victoire des modérés

1) Accord du Sinn Fein en Ulster

La branche politique de l'IRA décide d'approuver à une large majorité les accords de paix du mois d'avril et donc d'appeler à voter « oui » au referendum du 22. Elle approuve également l'abrogation des articles 2 et 3 de la constitution de la République d'Irlande qui proclament la souveraineté sur l'ensemble de l'île. Londres et Dublin s'engagent à modifier leurs constitutions pour ne plus considérer l'Ulster comme partie de leur territoire. Des institutions spéciales sont prévues : une assemblée locale pour gérer les relations avec Londres, un conseil Nord-Sud pour organiser les rapports avec la République d'Irlande et un conseil irlandano-britannique réunissant l'Ulster, l'Ecosse, l'Angleterre, le Pays de Galles et la République d'Irlande. On prévoit le désarmement des milices armées dans un délai de deux ans. C'est à David Grimble, chef des protestants modérés, et à Gerry Adams, chef du Sinn Fein catholique, de convaincre leur base. Ceci risque d'être délicat tant les passions sont exacerbées depuis longtemps. C'est chose faite le 18 avril pour le DUP, principal parti protestant d'Ulster et le 10 mai pour le Sinn Fein.

2) Succès du « oui » au referendum

71,2 % des électeurs d'Ulster (pour une participation de 81 %) et 94 % des électeurs de la République d'Irlande approuvent le plan de paix du 10 avril. Les électeurs d'Ulster ont entériné le statut de semi-autonomie de la province britannique, tandis que les électeurs d'Irlande ont approuvé la suppression de deux articles de la constitution, articles qui présentaient la réunification du nord et du sud de l'île comme une obligation politique. Ce succès ne signifie pas pour autant que toutes les difficultés sont aplanies, quand on voit que la communauté protestante d'Irlande du Nord n'a entériné l'accord n'a entériné l'accord qu'à une faible majorité de 55 %.

3) Les modérés l'emportent en Ulster

Les partisans des accords de paix remportent 75 % des voix lors des élections aux institutions semi-autonomes prévues par les accords du 10 avril. Les radicaux protestants, opposés à tout relâchement des liens avec la Grande-Bretagne, n'obtiennent que 30 sièges sur un total de 108, ce qui les prive de la minorité de blocage. Le protestant modéré David Trimble est ensuite élu premier ministre d'Ulster.

Huit hommes masqués annoncent la constitution d'un nouveau groupe paramilitaire loyaliste protestant lors d'une conférence de presse clandestine. Ce groupe s'intitule « Volontaires d'Orange » et affirme vouloir prendre pour cible les prisonniers de l'IRA récemment libérés. Il revendique une série d'attentats contre des bars et des magasins tenus par les catholiques.

IRLANDE DU NORD

XV. Du plan de normalisation au désintérêt de la révolution

1) Le plan de normalisation

Depuis le 1^{er} décembre 1999, l'Irlande du Nord dispose d'un exécutif autonome au sein duquel cohabitent unionistes protestants et républicains catholiques. Mais il faudra encore du temps pour que se tourne la page de la guerre civile. Le troisième partenaire, Londres, a annoncé un plan de normalisation prévoyant notamment le retrait de troupes de manière à inciter l'IRA, représentée dans le gouvernement de Belfast par deux ministres du Sinn Fein, à déposer les armes. Chaque camp a pris conscience des difficultés de l'autre à faire des concessions. C'est le principal acquis de l'accord du « Vendredi-Saint ».

Madame Jane Morice sait qu'ici, en Irlande du Nord, l'érosion des certitudes est lente. Elue de la Coalition des femmes, un petit parti mixte, au sein de la nouvelle Assemblée semi-autonome, elle se définit comme agnostique et européenne, ni unioniste, ni nationaliste. Si les unionistes et les républicains ne se respectent pas encore, leurs dirigeants gèrent ensemble la province depuis le 1^{er} décembre 1999. Les ennemis deviennent des adversaires. David Trimble et Gerry Adams ont osé aller au devant des certitudes de leurs camps respectifs, pour lesquels un compromis signifie « se compromettre ». L'orangiste et l'ex-terroriste ont imposé un autre sens à la notion de compromis : « coopérer ».

Rien ne devrait plus arrêter l'engrenage politique. Tous les Nord-Irlandais ont souffert de la violence, celle des paramilitaires et celle de l'Etat. Personne ne veut revenir en arrière. Même les républicains opposés aux accords du Vendredi-Saint sont conscients de l'impossibilité d'une reprise de leur lutte armée. Une reprise des hostilités ne pourrait venir que d'éléments marginaux. Les groupuscules comme les « Orange Volunteers » ou les « Red Hand Defensers ». Ce sont des illuminés qui bénissent leurs armes avant l'action. Chez les catholiques, ce sont les ultras de la Real IRA. Ce groupe républicain dissident, basé sur la frontière, s'est rendu coupable, le 15 août 1998, de la pire atrocité commise en trente ans de guerre civile, l'attentat d'Omagh. Bilan : 29 morts et 220 blessés, tous des civils. Cette bombe garde pour les Nord-Irlandais la signification d'un « Plus jamais ça ».

La fin de la violence ne signifie pas la paix. Les habitants des six comtés du Nord de l'Irlande restent profondément divisés sur la pertinence même de l'existence de l'entité politique où ils résident. Lassés de se battre, les deux camps veulent la sécurité, une vie débarrassée de la peur, mais toujours pas la réconciliation. La dichotomie de ce morceau d'Irlande où se côtoient sans se fréquenter deux entités collectives polarisées à outrance, l'une catholique et républicaine, l'autre protestante et nationaliste, ne s'effacera pas avec le silence des armes. Très critique envers la direction actuelle du mouvement républicain, ils se comparent aux Palestiniens opposés au processus de paix, la violence en moins : « Le Sinn Fein a reconnu le veto en admettant que l'île ne serait pas réunifiée sans le consentement d'une majorité d'habitants des six comtés du Nord. L'accord est une défaite qui veut se vendre comme une victoire. Maintenant les républicains vont administrer la province en faisant le travail des Britanniques ».

La guerre doit être pour nous une chose du passé, affirme Gerry Adams, au lendemain de la signature avec les unionistes, le 16 novembre 1999, d'un compromis longtemps attendu. Un vétéran républicain prépare maintenant l'après-guerre. Le Sinn Fein pourrait ainsi être associé à la gestion de la force de police d'Irlande du Nord, la controversée Royal Ulster Constabulary (RUC). L'accord de paix prévoit en effet la mise en place d'une police « acceptable » par les deux communautés. Le premier ministre britannique a demandé à Christopher Patten (ancien gouverneur de Hong-Kong) de dresser un bilan de la RUC Son rapport, remis le 9 septembre à Tony Blair, suggère que la branche politique de l'IRA participe à un nouvel organisme de tutelle chargé de surveiller l'action de la police et d'établir son budget.

Une véritable révolution : les membres de la RUC, à 92 % protestants, ont toujours été une cible privilégiée des républicains. Ce bras armé de l'entité politique de l'Irlande du Nord est perçu par les unionistes comme leur force de sécurité face aux nationalistes. La RUC, par nature sectaire et partielle, symbolise l'absence de l'Etat de droit créé par la partition de l'île. « 5.500 plaintes ont été déposées contre la RUC en 1997, un seul officier a été poursuivi » relève un juriste au Comité de l'Administration de la Justice. C'est une ONG qui traite des violations des droits humains dans la province. Trente années de « sale guerre » ont développé au sein des forces de sécurité une culture d'arbitraire, d'impunité et de collusion avec les paramilitaires royalistes.

L'Irlande du Nord se caractérise par une « culture d'allégeance », forgée par une administration très centralisée, un peu à la manière d'une colonie de la Couronne. Mais cette administration privilégie certains groupes aux dépens des autres, tant sur le plan économique que politique, culturel ou militaire. Personne ne peut se satisfaire du « colonialisme administratif » qui caractérise l'actuelle administration directe. Aucun Irlandais du Nord, qu'il soit nationaliste ou unioniste, n'est en mesure de jouer un rôle significatif dans la gestion de son propre pays. Le secteur public est, pour l'essentiel, entre les mains des ministres du gouvernement.

A Belfast, la nouvelle Assemblée de Stormont ouvre au moins une voie à la démocratisation, à la mise en place d'une infrastructure constitutionnelle progressiste et garante de paix. Il faut que s'instaure en plus une dialectique d'intégration constructive, avec une démocratie véritable décentralisée, une déclaration des droits des citoyens et des mesures pour protéger les droits et l'identité des minorités, ainsi d'ailleurs que ceux de la majorité. C'est bien l'injustice économique qui a alimenté la violence entre les deux communautés, au cours de ces trente dernières années. Or,

l'administration en place est inadaptée à des stratégies souples, novatrices et intégrées, seules susceptibles de permettre à cette région de s'imposer sur le marché unique européen. Pourtant les idées ne manquent pas : incitation au partenariat régional d'entreprises dans des secteurs novateurs, élaboration de stratégies communes avec Dublin en matière industrielle, agricole et éducative.

Les relations anglo-irlandaises fonctionnent sur un mode colonial depuis plus de huit siècles ; elles ne changeront pas en un jour. Même si les négociations en cours débouchent sur une forme de partage du pouvoir, on peut craindre qu'on n'aboutisse à une pérennisation de la situation actuelle, avec un minimum de toilettage : moins de sectarisme et quelques organes exécutifs nord-sud. C'est toujours Londres qui contrôle les organes de l'Etat. Les germes de conflits et de dissensions n'auront pas disparu, malgré les faux espoirs suscités par des célébrations de la paix illustrée par les visites triomphalistes du président William Clinton et son épouse, le 3 septembre 1998, en Irlande du Nord et en République d'Irlande.

2) La révolution n'intéresse plus

Les trois-quarts des habitants des six comtés vivent dans des quartiers peuplés à 90 % de leur coreligionnaire. Ce sont encore des zones interdites à l'«ennemi ». Au sein de la classe ouvrière, les frustrations sociales de ces ghettos, où parfois 80 % de la population active est au chômage, alimentent la radicalisation politique. La communauté, soudée par les épreuves, continue d'honorer ses martyrs par des fresques murales à la gloire de la « cause » et des « paramilitaires ». Accord de paix ou pas, la peinture est fraîche, les tableaux se renouvellent, le culte se perpétue. Agissant comme un catalyseur du « malaise des banlieues », les paramilitaires recrutent des jeunes dès l'âge de quinze ans. En trente ans, les terroristes se sont peu à peu substitués à l'Etat défaillant pour se présenter en « défenseurs » de leur communauté. D'où leur popularité, réelle ou forcée.

Si leur niveau de vie et leurs aspirations sociales leur interdisent des positions radicales, les classes moyennes apparaissent à peine plus ouvertes. La fin des discriminations officielles a, peu à peu, permis la constitution d'une classe moyenne catholique. Les « papistes » restent cependant victimes d'inégalités structurelles, résultat de décennies de séparation religieuse. Moins éduqués, victimes d'investissements « ethnocentrés » autour des fiefs protestants, ils sont toujours trois fois plus touchés par le chômage que leurs voisins.

Le système éducatif est au diapason de la dualité de la société. La première école mixte n'a ouvert ses portes qu'en 1981. 4 % seulement des enfants nord-irlandais bénéficient d'un enseignement non confessionnel. Les autres grandissent dans l'ignorance de l'autre. « Les gens se méfient de nos écoles » constate le directeur du Comité d'Irlande du Nord pour les écoles mixtes. « Ils considèrent que les écoles mixtes vont compromettre leur identité. Et quand un jeune rencontre pour la première fois celui d'en face, à l'université ou au travail, il est souvent trop tard ».

L'Irlande du Nord est un « ailleurs politique », fort éloigné de l'Europe de l'Ouest. La révolution n'intéresse plus. Les gens veulent une vie normale, un confort matériel. Au nom de leur rêve d'une république socialiste et multiconfessionnelle, regroupant les trente-deux comtés d'Irlande, Tommy et Anthony ont tous deux passé quinze années en prison. Le premier pour avoir abattu un soldat britannique ; le second, un paramilitaire loyaliste. Ces deux anciens « volontaires » de l'IRA sont sans illusions : « La vague de la révolution a reculé partout dans le monde. En Irlande, la démocratie libérale se substituera aux sentiments d'appartenance nationaliste ou unioniste. Elle crée des individus consommateurs face aux identités et aux classes nationaliste et unioniste, qui vont tous deux au Mac Donald.

Les conditions nécessaires à une concorde durable diffèrent de celles préalables à la décolonisation. Si elles ne sont pas remplies, le simple objectif de vivre en paix ne sera même pas atteint. Les mesures prises par l'administration directe ont été totalement inadéquates. On ne peut se contenter des mécanismes de la démocratie formelle où la majorité dicte sa loi, qu'il s'agisse des unionistes ou des nationalistes. La « colonisation administrative » demeure un obstacle évident. Dans les six comtés, les manquements à la démocratie sont aujourd'hui aussi graves qu'avant le cessez-le-feu, et pour des raisons encore moins légitimes qu'auparavant. La démocratisation du gouvernement local passe par l'implication des représentants de toutes les communautés et donc par l'attribution à la nouvelle Assemblée des moyens lui permettant d'être fonctionnelle.

Le gouvernement britannique fait preuve de diligence au cours de ces derniers mois. Il s'est contenté de répéter que le processus de paix continuait tant que personne ne reprenait les armes. Affirmation dangereuse. Il ne continuera que s'il semble mener quelque part. Car les parties au conflit se trouvent précisément dans un processus et non pas dans une phase statique et définitive :

l'Irlande du Nord n'est pas en paix, elle avance vers la paix. Tant que les discours ne se concrétiseront pas en structures significatives, en accords dignes de ce nom, subsistera le risque que les protagonistes aient à nouveau recours, qui à la violence, qui à la répression.

Souçons sur l'armée britannique

Rosemary Nelson, avocate nationaliste assassinée le 15 mars 1999, serait la dernière victime en date de la collusion entre les forces de sécurité et les paramilitaires loyalistes. L'ONU, le Parlement européen et Amnesty International exigent en vain une enquête indépendante sur ce meurtre. Londres reste sourd à ces demandes, conforté peut-être par la léthargie des médias. Un projet d'indépendance, soutenu par 50 % de protestants et 50 % de catholiques, risque de faire long feu. Pour nombre de nationalistes, rejoindre une police d'Irlande du Nord, même réformée, constituerait une reconnaissance de facto de la tutelle britannique.

L'IRLANDE D'AUJOURD'HUI

Au début de l'an 2001, Gerry Adams a annoncé que l'IRA allait liquider ses armes. Cette nouvelle a été bien reçue par David Trimble qui s'est aussitôt profilé comme premier ministre de l'Ulster. Mais son parti ne l'a pas soutenu assez et il n'a pas été nommé. Au tour suivant, il a été élu avec l'appui des voix catholiques. Désormais, l'Ulster a un gouvernement stable. Malheureusement les extrémistes des deux bords continuent à perturber la paix. Un jeune homme s'est blessé lui-même en jetant une grenade contre ses opposants. On ne sait pas si le gouvernement de David Trimble pourra maîtriser la situation.

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Copyright © GRIP - Bruxelles/Brussels, 2003 - [Webmaster](#)

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.

Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.